

Burundi : après l'ONU, une délégation de l'UA pour prôner le dialogue

RFI, 24-02-2016 Le ballet diplomatique se poursuit au Burundi. Deux jours après la visite du secrétaire général de l'ONU, une délégation de cinq chefs d'Etats et de gouvernement envoyés par l'Union africaine est attendue ce jeudi à Bujumbura. Les présidents sénégalais, sud-africain, gabonais et mauritanien ainsi que le Premier ministre éthiopien vont tenter de trouver une solution pour sortir de la crise qui secoue le pays depuis dix mois. Objectif : convaincre le président Nkurunziza d'accepter de dialoguer avec l'ensemble de l'opposition.

Mais il ne devrait plus être question du déploiement, un temps envisagé, de soldats de la Maprobu, la mission africaine de prévention et de protection au Burundi. Mais vendredi, l'Union africaine annonçait que les consultations de la délégation porteraient sur deux points : le dialogue inclusif, mais aussi le déploiement de la Maprobu, si elle est acceptée par le gouvernement du Burundi, précisait le texte. Mais pourquoi évoquer encore ce déploiement, alors que Bujumbura l'avait déjà catégoriquement rejeté il y a deux mois et que l'Union africaine y avait elle-même renoncé quelques jours plus tôt, lors du sommet des chefs d'Etat ? Parce que le numéro deux de la commission disait espérer pouvoir convaincre Pierre Nkurunziza d'accepter une force de paix alternative, qui aurait surtout pour mission le désarmement des milices. « On ne peut pas y associer des terroristes » Mais aujourd'hui, oubliez le déploiement de soldats, sous quelque forme que ce soit. La délégation des chefs d'Etats va uniquement consacrer ses efforts sur la nécessité d'un dialogue, hors du Burundi, entre le gouvernement et tous ses opposants, affirment plusieurs sources. Mais encore, la marge de manœuvre semble réduite, car Bujumbura ne cesse de répéter : pas question de s'asseoir avec le Cnared, la plateforme de l'opposition que le pouvoir accuse d'être liée aux violences, malgré ses dénégations. « Le président a réitéré son engagement à ce qu'il y ait un dialogue inclusif, un dialogue qui n'exclut personne » Le porte-parole adjoint du chef de l'Etat Jean-Claude Karerwa Ndenzako. Et de s'appuyer sur la résolution prise par les Nations unies en 2015. « Cette résolution est claire : peuvent participer au dialogue toute personne, toute organisation pacifique. Alors s'il y a des personnes qui représentent des organisations jugées jusqu'ici belliqueuses, jugées jusqu'ici terroristes, vous comprenez que, si on veut un dialogue qui construit vraiment la paix, on ne peut pas y associer des terroristes », estime-t-il. Le Cnared pessimiste De son côté, le Cnared estime que seul un miracle permettrait à la délégation d'obtenir quoi que ce soit de Pierre Nkurunziza. « Ça nous étonnerait beaucoup que ces deux Etats puissent arracher quoi que ce soit de Nkurunziza. Ça relèverait du miracle qu'ils puissent obtenir ce que Ban Ki-moon n'a pas eu, ce que le Conseil de sécurité n'a pas eu, ce que le sommet d'Addis Abeba n'a pas pu avoir en janvier », confie Pancrace Cimpaye, porte-parole du Cnared. Sur le fait que l'option d'un déploiement ne soit pas au jour de la visite, c'est un danger pour le Burundi, souligne-t-il. « Parce qu'en l'absence d'une solidarité envers le peuple burundais, le peuple burundais aura à se défendre lui-même et ce sera une guerre civile qui aura lieu au Burundi. » Le Rwanda encore sur la table Pour le porte-parole adjoint du chef de l'Etat, cette visite sera l'occasion de montrer à l'Union africaine que le Burundi est un pays sûr. « Nous avons essayé de dire que la situation n'est pas alarmante au Burundi, que malgré certains incidents signalés ces derniers jours, le pays est à 90% calme et connaît la paix et la sécurité. Donc leur visite leur permettra cette fois-ci que ce que nous avons toujours clamé haut et fort est correct », assure Jean-Claude Karerwa Ndenzako. En revanche, les autorités comptent demander aux chefs d'Etats d'intimer au Rwanda de cesser les tentatives de déstabilisation du Burundi, précise la présidence. « Nous allons aussi leur demander d'être nos interlocuteurs auprès de la communauté internationale pour demander que la République du Rwanda cesse de contribuer à la déstabilisation de notre pays », explique-t-il.